



Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

168-169 | 2022

Socionatures en tension

L'Europe, ses autres et la guerre en Ukraine

Alexandra Galitzine-Loumpet, Barbara Morovich et Monique Selim



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/jda/11565>

DOI : 10.4000/jda.11565

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 8 juillet 2022

Pagination : 9-15

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Alexandra Galitzine-Loumpet, Barbara Morovich et Monique Selim, « L'Europe, ses autres et la guerre en Ukraine », *Journal des anthropologues* [En ligne], 168-169 | 2022, mis en ligne le 23 septembre 2022, consulté le 23 septembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/jda/11565> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/jda.11565>

Tous droits réservés

L'EUROPE, SES AUTRES ET LA GUERRE EN UKRAINE

Alexandra Galitzine-Loumpet¹

Barbara Morovich² – Monique Selim³

Comment penser en anthropologue la guerre en cours, la guerre se faisant avec son régime propre, son temps condensé, le vortex d'opinions, d'indignations, de compassion et d'identification, de récupérations, dans l'opacité de son développement ? Comment arriver à saisir hors de l'actualité quotidienne, des points de vue partiels ou partisans, des effets de miroirs ? Comment ne pas se limiter à une lecture géopolitique et polarisante des événements ? Comment, enfin, analyser les formes spécifiques de l'impérialisme poutinien, à la fois fondé sur une perspective d'ancien régime et de réhabilitation de Staline contre Lénine ? Pour une anthropologie qui a pensé l'urgence, les crises — dont les crises des politiques d'accueil ou les formes de répression citoyennes —, les conflits, aussi bien en France qu'ailleurs, l'intensité de cette guerre, de ses causes, légitimations, projections médiatiques et effets ouvre un champ renouvelé de questionnements. Au sein même de l'AFA, et au-delà d'une solidarité évidente pour l'Ukraine, pays agressé, les positionnements divergent sur la nécessité d'une tribune en temps de combats. Les enjeux posés nous paraissent pourtant suffisamment importants pour être brièvement évoqués.

Stéphane Audoin Rouzeau⁴, souligne que la sidération face à l'invasion de l'Ukraine tient d'une représentation de « déprise de guerre » partagée

1 ANR LIMINAL / CESSMA IRD – Université de Paris-Cité – INALCO
Courriel : loumpet-galitzinz@gmail.com

2 École Nationale Supérieure d'Architecture de Strasbourg – AMUP (EA 7309)
Courriel : barbaramorovich@yahoo.fr

3 CESSMA IRD – Université de Paris-Cité – INALCO
Courriel : monique.selim@ird.fr

4 <https://www.mediapart.fr/journal/culture-idees/150322/stephane-audoin-rouzeau-nous-n-avons-pas-pris-la-mesure-de-l-evenement-guerrier-qui-vient-de-s-ouvrir>

en Europe. Qu'elle procède également d'une différence de perception entre la guerre inter-étatique actuelle — bien que Poutine ne reconnaisse pas formellement l'Ukraine comme un État souverain et les guerres intra-étatiques — suivant l'effondrement de la Yougoslavie. Dans ces aspects au moins comme dans d'autres, l'invasion de l'Ukraine par Poutine et ses armées ne recompose pas seulement la géopolitique de l'Europe et du monde, mais tout autant les modes de connaissance et de recul critique.

Cette question concerne les capacités d'analyse de l'impérialisme russe et de son « capitalisme politique » singulier⁵. De fait, il existe un impérialisme russe, à la fois ancien et revisité, un impérialisme de nationalités qui nie la citoyenneté⁶ et qui ne peut être ignoré⁷. C'est précisément ce que signale Volodymyr Artiukh, chercheur postdoctorant ukrainien en évoquant la limite d'une analyse du néo-impérialisme américain qui masquerait les formes spécifiques d'un impérialisme russe, coercitif et brutal⁸, pourtant déjà à l'œuvre dans le Donbass, et avant cela en Tchetchénie. C'est ce qu'écrit également Daria Saburova dans la même revue, revenant sur l'argumentation « oui-mais ». C'est aussi ce que signale un collectif internationaliste de Syrien-ne-s en exil qui appellent, entre autres, à écouter la voix des principaux concernés et à lutter contre tous les impérialismes en sortant de l'anti-impérialisme anti-américain et anti-occidental manichéen⁹ ou encore les anarchistes ukrainien-ne-s et russes¹⁰. À Paris, dès le jour de l'invasion, des manifestant-e-s anticapitalistes ukrainien-ne-s portaient des pancartes et banderoles sur lesquelles étaient inscrites « Pouvoir aux peuples, Mort aux empires » (en ukrainien), quand d'autres affirmaient « Je suis russe et j'ai honte » (en russe et en français).

Il est difficile d'entendre aujourd'hui les voix d'Ukraine sous les bombes ou les voix dissidentes des oppositions internes ou en exil russes ou du Bélarus,

5 <https://blogs.mediapart.fr/mezzadra-sandro/blog/140322/deserter-la-guerre>

6 En Russie et dans l'URSS « La citoyenneté est l'appartenance à un État (définition politique, non essentielle), la nationalité est une identité ethnique (essentielle, inaliénable). La nationalité se définit, entre autres, par la langue » (Patrick Sériot, 2022). Les Ukrainiens russophones seraient donc « Russes » et leur citoyenneté n'aurait pas de valeur véritable. En langue russe, une distinction est faite entre « Russe » (Русский) (la nationalité « ethnique ») et « Russiens » (Руссиане) (de citoyenneté russe quelle que soit la nationalité).

7 Voir par exemple <https://www.mediapart.fr/journal/international/020322/contre-l-imperialisme-russe-pour-un-sursaut-internationaliste> et l'entretien avec Étienne Balibar : <https://www.mediapart.fr/journal/culture-idees/070322/etienne-balibar-le-pacifisme-n-est-pas-une-option>

8 <https://www.contretemps.eu/gauche-occidentale-ukraine-otan-russie-imperialisme/>

9 <https://fr.crimethinc.com/2022/03/07/guerre-en-ukraine-10-enseignements-syriens-syrian-exiles-on-how-their-experience-can-inform-resistance-to-the-invasion>

10 <https://fr.crimethinc.com/2022/03/17/global-solidarity-against-the-states-and-the-militarization-of-the-planet-a-video-presentation-with-speakers-from-ukraine-belarus-and-russia>



« Pouvoir aux peuples / Mort aux empires » (en ukrainien).
En-dessous (en russe et français) « Je suis russe et j'ai honte ».
Manifestation contre l'invasion de l'Ukraine, 24 février 2022
Place de la République, Paris. (c) AGL

de la société civile, du monde académique, des mouvements politiques dans un contexte de répression dont l'ampleur et le risque (d'incarcération, de mort) est peu concevable en Europe. À la difficulté d'accès de sources en russe, ukrainien ou biélorusse, correspondent à la fois l'intense propagande russe et une défiance envers des médias occidentaux *mainstream* réutilisant les informations dans leur propre rhétorique. En Ukraine, la résistance, plurielle, peine à être précisément appréhendée. En Russie même pourtant, dès le 24 février, des personnalités reconnues, à l'instar du journaliste Dimitri Muratov ou de l'auteure Ludmilla Oulitskïia dans *Novaya Gazeta*¹¹, sans évoquer de nombreuses et nombreux intellectuel·le·s et manifestant·e·s, exposent publiquement leur opposition. Le 26 février, 664 scientifiques russes signent une tribune contre la guerre en Ukraine, suivis le lendemain par les anthropologues et ethnologues russes (depuis l'appel a disparu de leur page Facebook), puis par les géographes.

¹¹ <https://novyagazeta.ru/articles/2022/02/25/bol-strakh-styd>

L'article a été supprimé sur la page de *Novaya Gazeta*, mais est disponible en français ici : <https://www.nouvelobs.com/bibliobs/20220225.OBS54972/ludmila-oulitskaia-contre-la-guerre-en-ukraine-le-destin-du-pays-est-dirige-par-la-folie-d-un-seul-homme.html>

Le 27 février le « Manifeste des féministes russes contre la guerre » est publié¹². Le 3 mars, les étudiant-e-s, doctorant-e-s, professeur-e-s, personnels et diplômé-e-s de la plus ancienne université de Russie, l'université Lomonossov (MGU)¹³ dénoncent la guerre que leur pays a lancée contre l'Ukraine ; le 10 mars, le comité international des peuples indigènes de Russie (ICPR) publie sa propre tribune¹⁴, quelques jours plus tard des sources journalistiques européennes signalent l'apparition de petits groupes de saboteurs biélorus contre la position de Loukachenko. La liste est longue des initiatives courageuses, du rappeur russe le Oxxxymoron¹⁵ à la productrice de télévision Marina Ovsianikova perdurant malgré un renforcement inouï de l'appareil législatif de répression — alors que se développe, dans des pays durement touchés à l'instar de la Georgie, en Ukraine ou en Occident, soit une forte défiance à la présence d'opposants russes soit une russophobie générique. Dans les manifestations parisiennes, si nombre de personnes parlaient le russe les premiers jours de l'invasion, langue maternelle d'une partie d'Ukrainien-ne-s, celui-ci disparaît progressivement les fois suivantes, remplacé par un ukrainien revendiqué.

S'il est aisé de penser que les citoyen-ne-s des pays concernés, intimement effrétés par la situation de guerre, sont obligé-e-s de choisir leur camp, ces positionnements doivent être suivis dans la durée et intégrés à l'analyse. Les impérialismes russe, iranien et chinois viennent se greffer sur le passif d'impérialismes occidentaux et en l'occurrence français, dans les prises de positions par exemple des opinions publiques des pays africains, notamment francophones. Les images de la guerre en Ukraine ne suffisent pas à atteindre des citoyen-ne-s africain-e-s à la fois habitué-e-s aux conflits et vivant quotidiennement sous un régime structurel de pénurie, ni à dépasser le prisme de l'impérialisme européen ou français. Poutine y apparaît parfois comme un héros/hérault de résistance, et les médias occidentaux déconsidérés.

En Europe, le malaise grandit face à l'apparition dans les manifestations de références à Stepan Bandera (1909-1959), nationaliste en faveur de l'indépendance de l'Ukraine compromis avec les Nazis contre l'URSS, dont les troupes paramilitaires furent les supplétifs des Allemands dans différents pogroms contre les juifs, les communistes et les Polonais. Progressivement récupéré à partir de 2008 par certaines franges de l'État ukrainien, dans une

12 Traduit en français et publié le 6 mars : <https://alencontre.org/europe/russie/manifeste-des-feministes-russes-contre-la-guerre.html>

13 <https://msualumniagainstarwar.notion.site/0378ab0a0719486181781e8e2b360180>

14 L'ICPR se présente comme opposé à un organisme gouvernemental des peuples autochtones, le RAIPON <https://polarconnection.org/international-committee-of-indigenous-peoples-of-russia/>

15 <https://www.youtube.com/watch?v=ufRsgtd2fIA>

sous-région collectivement coupable de pogroms, il semble être utilisé autant par ignorance que par provocation ou ultranationalisme. Penser ces ambivalences de positionnement, à la fois internes à la guerre et extérieures au conflit, implique certes d'interroger l'instrumentalisation de l'histoire, les phases de l'invasion, les formes de propagande ou les constructions différenciées des résistances internes. Elle met également à l'épreuve une pensée critique extérieure au conflit et à la place des autres, principaux concernés, aujourd'hui inaudibles dans les récits officiels et martiaux.

Perdure aussi, la gêne face au spectacle de cette guerre et ses clichés sub-séquents : femmes et enfants fragiles à protéger, hommes résistants héroïques et aux poses viriles, image triomphale d'une Europe debout, non-européen-ne-s discriminé-e-s, etc.

Le paradoxe des guerres réside sans doute dans leur aspect de puissant révélateur des situations, ce que montrent notamment les situations différenciées aux frontières des étranger-e-s non ressortissant-e-s — étudiant-e-s africain-e-s, asiatiques — dont les répercussions atteignent dorénavant les différences d'accès à la protection de tous les demandeurs d'asile en Europe — et au-delà, s'épandent sans vergogne dans nombre de discours xénophobes ou politiciens¹⁶. L'ouverture des frontières à celles et ceux qui fuient la guerre, les conflits, ne saurait être différenciée. D'une part, si un racisme européen structurel se manifeste dans les politiques d'asile, les discriminations comme les formes de racisme sont déterminées par des constructions de l'altérité différenciées. D'autre part, un racisme fort existe en Russie contre les personnes estimées non-européennes, et s'exerce aussi en interne, vis-à-vis des migrant-e-s du Caucase et des républiques d'Asie centrale venu-e-s chercher du travail dans les anciennes capitales de l'empire. Symptomatiquement, les premiers prisonniers russes en Ukraine étaient de jeunes appelés dont les familles sont originaires de ces républiques musulmanes¹⁷. D'autre part, certains pays, à l'instar de ceux du groupe de Visegrad (Hongrie, Pologne, Tchéquie et Slovaquie), se montrent depuis 2015 hostiles à la politique de répartition des exilé-e-s. Des gouvernements dits illibéraux qui hier encore étaient à juste titre accusés de décrets liberticides et de traditionalisme régressif, anti-avortement, anti-genre, anti-LGBT, se voient brusquement blanchis et reçoivent les éloges unanimes pour leur capacité à organiser l'accueil des réfugié-e-s ukrainien-ne-s.

16 https://migreurop.org/article3095.html?lang_article=fr

17 Des « Russiens » et non des « Russes » en termes de nationalité ethnique. Un reportage de la télévision indépendante russe en ligne « Dojd », qui a arrêté d'émettre le 04 mars 2022 le montre parfaitement : <https://tvrain.ru/>. Voir aussi https://www.lemonde.fr/livres/article/2022/03/03/serguei-lebedev-il-est-trop-tot-pour-demander-pardon-aux-ukrainiens_6116043_3260.html#xtor=AL-32280270-%5Bmessenger%5D-%5Bios%5D

La situation aux points d'entrée d'Ukraine en Pologne, s'inscrit en lien avec la situation à la frontière polono-biélorusse, caractérisée par un *no-man's land* militarisé — auquel ni journalistes, ni membres associatifs ou militant·e·s n'ont accès —, la construction d'un mur par la Pologne et partant, des politiques européennes de contrôle accru aux frontières et des craintes « d'instrumentalisation » des dits « migrant·e·s ». La catégorisation même signale la différence des perceptions et des conditions.

Cette situation tient, en partie et dès le début du conflit, d'un traitement médiatique différencié : « portraits », empathie et forte subjectivation pour les un·e·s, longue invisibilisation de la situation des autres renforcée par un *consensus* entretenu, à l'échelle européenne, entre les réfugié·e·s désirables et indésirables voire brandi autour du partage d'une même « civilisation » et d'une commune appartenance entre les réfugié·e·s et leurs hôtes. Ce point masque localement l'implication des ambassades des ressortissant·e·s non-européen·e·s en Ukraine (par exemple du Nigeria ou de l'Afrique du Sud réagissant rapidement aux traitements discriminatoires¹⁸). Cette médiatisation oblitère également la diversité des statuts et notamment la distinction entre le primo-exil des un·e·s et le poly-exil des autres, à l'instar des exilé·e·s afghan·e·s en transit en Ukraine. Elle signale aussi la spécificité de cette demande de refuge, principalement composée de femmes, d'enfants et de vieillards — comme le souligne Delphine Diaz, l'hospitalité sélective n'est pas chose neuve¹⁹.

Ce traitement différencié, la mise en œuvre par l'UE d'une directive de « protection temporaire » vainement demandée pour les réfugié·e·s syrien·ne·s, pose problème, et ceci juridiquement, moralement et politiquement — au sens du politique, c'est-à-dire des principes. Pour des militant·e·s impliqué·e·s dans les mouvements de régularisation de sans-papiers par exemple, qui par ailleurs soutiennent les réfugié·e·s ukrainien·ne·s, pour des associations en faveur des exilé·e·s, cette différence de traitement introduit pour la première fois une ligne d'amertume et parfois, des ruptures de positionnement. Dans les CAES, les CHUM, les HUDA ou les CADA²⁰, la priorité accordée aux réfugié·e·s ukrainien·ne·s, parfois directement assenée, est insoutenable à entendre. Elle frôle l'obscénité à Calais quand le ministre de l'Intérieur français évoque le « manque

18 <https://au.int/fr/pressreleases/20220228/declaration-sur-les-mauvais-traitements-infliges-aux-africains-en-ukraine> et récemment <https://libnanews.com/ukraine-trente-trois-ong-denoncent-le-racisme-anti-noir/>

19 https://www.liberation.fr/idees-et-debats/tribunes/refugies-aux-sources-dune-hospitalite-selective-20220320_ZWHNG6HMOFAZNEJZO7ZMY2VYYI/?redirected=1

20 CADA : Centre d'accueil des demandeurs d'asile, HUDA : Hébergement d'urgence des demandeurs d'asile, CHUM : Centre d'hébergement d'urgence migrants, CAES : Centre d'accueil et d'examen des situations administratives.



Manifestation contre l'invasion de l'Ukraine, 4 mars 2022

Place de la République, Paris. (c) AGL

d'humanité» et les restrictions d'accès du Royaume-Uni vis-à-vis des seuls demandeur-e-s d'asile ukrainien-ne-s. La légitime réponse humanitaire vis-à-vis d'une majorité de femmes et enfants réfugiés blancs, européens et chrétiens, met face au miroir de celles et ceux qu'on exclut et d'autres théâtres de guerre plus lointains où se sont joués pourtant les prémices de la situation actuelle.

L'on peut cependant espérer que les mobilisations actuelles réussiront à élargir une disposition ouvertement discriminatoire — qui toucherait d'ailleurs également, en France, les demandeur-e-s d'asile ukrainien-ne-s déjà présent-e-s avant la guerre²¹. La guerre en Ukraine nous fait cruellement réfléchir sur les politiques migratoires. L'anthropologie nous oblige à continuer à interroger au risque des manipulations, d'un certain nombre de divergences, de simplifications ou d'oblitérations — parmi lesquelles la dépendance européenne au gaz et pétrole russes, qui finance la guerre de Poutine et accroît le changement climatique, comme le signale Svitlana Krakovska, Ukrainienne, membre du GIEC. Nous avons déjà projeté, avant le conflit, un colloque à venir sur « Les formes contemporaines de confinement humanitaire. Conceptualisations et spatialisations d'un paradoxe²² » qui prend désormais un sens nouveau et nous envisageons un numéro du *Journal des anthropologues*, à distance de l'événement.

22 mars 2022

²¹ <https://www.mediapart.fr/journal/france/150322/la-cour-nationale-du-droit-d-asile-les-dossiers-d-ukrainiens-suspendus>

²² Colloque de l'AFA du 16 et 17 juin 2022 en collaboration avec le LAPCOS, université Côte d'Azur.